



Introduction

Ce texte remplace le « Manifeste du parti citoyen » précédemment mis en ligne à cet endroit. La raison en est simple : tous les deux ou trois ans environ, je me relis et à chaque fois, je trouve avec le recul mon propos encore trop théorique et pas assez concret (malgré mes efforts). Bref, voici donc (encore) une nouvelle version que j'espère (encore) plus claire. Cette fois-ci cependant, je l'ai aussi voulu plus synthétique pour aller à l'essentiel.

Pour rappel, il est question de politique et de notre avenir collectif. J'ai pu constater le mot « disruption » était diversement apprécié, et je reviens un peu plus loin sur des causes avancées à cela. Pourtant, je reste plus que jamais convaincu qu'il est la clé de déblocage du pessimisme ambiant. Alors, à minima, je propose juste ici un angle différent de ce qui s'entend habituellement, ce que je crois toujours utile pour nourrir la réflexion.

1. Partons de l'opinion

Les français seraient pessimistes ! Et même parmi les 10 pays les plus pessimistes du monde depuis plus de 20 ans, ex æquo avec la Corée du Sud, et devant la Turquie, la Roumanie, la Hongrie et le Pérou. À noter cependant que l'appréciation des français porte moins sur leur vie personnelle (ils s'en déclareraient globalement satisfaits) que sur l'avenir du pays. C'est là le point noir qui causerait un relatif recul de la consommation et la hausse du taux d'épargne.

À cette situation, l'offre explicative « autorisée » – telle que la rapporte l'espace médiatique – se distingue en gros en trois catégories :

1. La « moralisatrice » : il s'agirait d'une perception déconnectée de la réalité, la France étant un des 10 pays les plus riches du Monde ! « C'est psychologique », tranche-t-on. Les français seraient juste par nature « râleurs et insatisfaits » ! Verdict : on en tient pas compte.
2. L'intéressée : Les ménages réfrènt leurs dépenses. Or, celles-ci pèsent environ la moitié de la richesse produite en France. Verdict : il faut les renvoyer dans les boutiques !
3. La pléthorique : pages de verbiage pseudo-économique abscons avec force graphiques.

Parmi les causes avancées pour expliquer la morosité ambiante, on note :

- L'instabilité politique (valse des gouvernements, débats houleux, etc.) qui saperait le moral des français. Verdict : il « faut » de la stabilité politique ! Les libéraux s'en emparent pour le conditionner aux efforts jugés « indispensables » afin de relancer l'économie (donc cas n°2 : offre explicative « intéressée »). Ce n'est évidemment pas la seule option et encore moins la meilleure ;



- Une désillusion envers l'État (cas différent du point précédent). Les crises politiques contribueraient à exacerber une sensibilité naturelle de la population à l'incertitude dans un contexte historique particulier : d'abord, la Révolution et la valse des régimes qui se sont ensuite succédé dans la violence et l'espoir de forger une société libre, égalitaire et fraternelle laisse un goût de désillusion. Ensuite, plus près de nous, le traumatisme des deux guerres mondiales serait à l'origine d'une méfiance envers les changements, un obstacle évident à toute velléité progressiste. Paradoxalement pourtant, ce constat situerait dès lors, en toute logique, la source du pessimisme dans le modèle actuel, ce qui conduirait de fait à une nécessité de changement.
- La nostalgie de gloires passées, la perte d'une « grandeur » définitivement perdue face aux États-Unis et la Chine contre lesquels il serait vain de lutter ! Dans le jeu économique actuel imposé par la Finance, c'est certain ! Mais la nostalgie ne porte pas nécessairement sur les « gloires » illusoires. Notre passé est aussi riche de pensée et de « lumières ». À l'heure d'une déliquescence évidente du modèle actuel, est-il si déraisonnable d'imaginer que la France renoue avec son rôle historique de « phare culturel » que bien d'autres Nations désespèrent de nous voir retrouver ? (et à contrario, ne serait-ce pas une démission, pour ne pas dire une lâcheté de notre part, que de persister à y renoncer pour se conformer à un modèle venu d'ailleurs ?).
- Une « tradition française de protestation et de grève » comme expression des mécontentements, avancée comme contradictoire à une recherche constructive de solutions (cf. cas n°1 : offre explicative « moralisatrice »). Mais est-il si déraisonnable d'envisager ce moyen comme ultime recours dans un ordre social ayant banni toute autre possibilité d'expression ? Le citoyen « membre actif d'une communauté organisée » a laissé la place au consommateur politique passif. « Vote avec tes pieds », dit l'adage libéral (« au lieu de râler, change de fournisseur »). Et bien, ce qui reste de citoyenneté en nous n'a peut-être pas (encore) oublié l'autre usage des pieds.
- L'influence médiatique. Les médias privilégient en effet notoirement l'information négative et pessimiste. D'abord pour une raison économique : la recherche du sensationnel dans un contexte concurrentiel féroce (donc conforme au modèle actuel, au rebours du rôle de gardiens de la démocratie qu'ils pourraient avoir dans un autre). À cela s'ajoute une raison plus récente : l'alarmisme notoirement destiné à favoriser l'alternance politique au profit de l'extrême droite (cf. une certaine TV). Si cela a un lien avec le pessimisme, il n'est donc pas interdit de penser que cette perspective y soit aussi pour quelque chose (ce qui doit questionner la Gauche comme la Droite).



Tous ces affects mettent en lumière une attente évidente de changement. Reste à savoir lequel et comment. Du changement au progressisme, il n'y a qu'un pas qui implique de commencer par définir clairement cette notion.

2. Progressisme versus progressisme

Le progrès (NB :social) est facile à définir : amélioration des conditions de vie de l'être humain et/ou plus grande justice sociale. Appeler « progressiste » quelqu'un qui serait simplement favorable à ce but serait un non-sens : chacun s'en revendiquerait pareillement, ne se distinguant que par les modalités de sa mise en œuvre. C'est donc bien dans le choix – et la justification – de ces modalités que le progressisme se distinguera (ou non) du conservatisme. L'histoire retient deux modalités :

- Changement par les réformes (choix actuel).
- Changement dans l'organisation sociale (choix historique).

Il est à noter que le premier choix, du simple fait qu'il apparaisse fermé à toute contestation, pourrait paradoxalement être qualifié de conservateur, soit le contresens de ce qu'il revendique. Compte tenu des motifs de pessimisme listés ci-dessus, on peut légitimement se demander si la perte de crédit de la Gauche ne provient pas de cette perception. Après tout, si la structure politique et sociale n'est pas contestée, il est assez logique de s'en remettre à ceux qui la défendent – à savoir la Droite – et d'accepter pragmatiquement les « efforts » auxquels elle nous appelle.

Dans ce qui suit nous allons donc partir du principe que le choix de cette modalité est une erreur, par nécessité d'abord, une fois admis qu'elle ferme l'espace à tout horizon éclairé – par démonstration ensuite, telle que la suite la développera à partir de ce **postulat de base** :

Nous définissons le progressisme comme un ***mouvement de transformation des structures politiques et sociales de l'espace public***.

3. Transformer : pourquoi faire ?

Parce que nous n'avons pas le choix. L'ordre actuel est taillé sur mesure pour les riches et leur entreprise d'appropriation pure et simple de la richesse publique pensée à l'échelle de plusieurs générations, et amorcée au tournant des années 1970 (lire *La Société ingouvernable* du chercheur au CNRS Grégoire Chamayou, éd. La Fabrique, 2018, ISBN 978-2-35872-169-1). Cette emprise va bien au-delà de ce qu'un simple « Taxez les riches ! » est en mesure de contrer. Le milliardaire américain Warren Buffett déclarait le 25 mai en 2005, dans une célèbre interview de CNN : « *Il y a bien une lutte des classes, mais c'est ma classe, celle des riches qui la mène. Et nous la gagnons !* » (*There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning !*).



Face à cette vaste offensive contre les intérêts vitaux des nations, les « attentes concrètes des électeurs » buttent sur des mécanismes économiques dont la méconnaissance est alimentée par un mauvais usage du vocabulaire. C'est aussi une lourde responsabilité de la classe politique que de ne pas rétablir les concepts de base dans l'espace public. Ainsi par exemple :

- La « richesse » est un gage de prospérité... ou pas !
- La « valorisation » enrichit. Non, elle appauvrit !
- L'argent est une solution ! C'est aussi le problème !
- La croissance enrichit. À court terme peut-être, mais pas au-delà !
- Le banquier prête de l'argent... qu'il n'a pas !
- « De l'argent, il y en a ! ». Oui, et c'est justement le drame !... etc.

Ces quelques exemples fortement contre-intuitifs illustrent la complexité du problème. On pourrait penser que l'opinion, peu consciente de ces réalités, ne saurait alors reprocher à la classe politique de ne pas l'instruire sur ces questions. C'est sans compter que, si elle n'en voit (peut-être) pas les causes, elle en voit en tout cas assez les effets pour lui reprocher à juste titre cette carence. Le retour de la confiance semble donc bien compromis si celle-ci est incapable de mener le combat sur ces deux fronts :

1. Programmes appropriés pour les besoins à court terme ;
2. Mise en perspective dans un cap sociétal propre à éclairer l'horizon.

Cela suppose, pour commencer, de rétablir quelques notions essentielles :

4. Décryptage (diagnostic avant ordonnance)

La richesse. C'est le cœur du problème et non la solution ! On le sait pourtant depuis la Révolution. Ce paradoxe a été énoncé en 1804 par James Maitland, 8^e comte de Lauderdale, un parlementaire britannique acquis à la Révolution française (ami personnel de Marat et contemporain d'Adam Smith qu'il a côtoyé). L'énoncé est passé à la postérité sous le nom de « Paradoxe de Lauderdale » : le « Citoyen Maitland » a observé que les fortunes privées progressaient à raison inverse de la richesse publique ! Citant le philosophe John Locke, il regrettait déjà à l'époque « les méprises et la confusion qu'un faux emploi des mots répand dans le monde », dénonçant en ces termes l'erreur d'Adam Smith : « l'usage indifférencié du terme de richesse, pour désigner à la fois la richesse d'une nation (*Wealth of a nation*) et les fortunes des individus (*riches of individuals*).

Le « paradoxe » n'est en fait qu'apparent. Il préfigurait simplement la future dialectique centrale de Marx entre valeur d'usage et valeur d'échange. Ainsi l'air respirable à une valeur d'usage plus qu'élevée mais, du fait même de son abondance, une valeur d'échange nulle. Que l'air devienne irrespirable et s'ouvrirait alors un marché colossal pour de l'air sain en bouteille (promesse d'une croissance stratosphérique). Le « paradoxe » s'explique dès lors sans difficulté : la richesse publique s'évalue en terme de valeur d'usage



qui repose sur l'abondance (du moins la suffisance) et la richesse privée en terme de valeur d'échange qui repose sur le principe de rareté, donc bien à raison inverse de la première, confirmant l'intuition de Lauderdale. On ne saurait donc parler de richesse sans préciser publique ou privée.

La croissance. C'est probablement le mot le plus galvaudé du vocabulaire public. L'intuition commune l'imagine comme une augmentation de la production de richesses. En l'occurrence, l'intuition est des plus douteuse car, d'abord, on parle bien ici de richesse privée et non publique. Ensuite, ce n'est pas forcément le cas : on a vu des cas de pénurie orchestrée pour faire monter les prix, aboutissant à une croissance par les prix et non par les quantités (un cas de figure qui risque de se généraliser avec la pénurie annoncée des matières premières). Enfin, la croissance est mesurée avec l'indicateur le plus improbable de l'économie d'après-guerre : le PIB !

Le PIB (Produit Intérieur Brut). Le site « Vie publique » définit le PIB comme « l'indicateur économique de référence permettant de mesurer la production de « richesse » » (guillemets à « richesse » non compris dans le texte). Là encore, tout dépend des libertés prises avec le sens des mots. Car le site poursuit en disant qu'il « mesure la valeur de tous les biens et services produits dans un pays sur une année ». Ce qu'il ne précise pas, c'est comment on mesure cette valeur. Comment du reste mesurer objectivement une notion par définition subjective ? Par un doigt mouillé ! ? Pas loin ! En réalité, cet indicateur lunaire ne fournit qu'un simple agrégat des transactions monétaires ! À sa création dans les années trente aux États-Unis, il avait un sens : mesurer les effets de la politique de relance du New Deal (sensé refléter le redémarrage des transactions). Dès le début pourtant, son inventeur Simon Kuznets mettait en garde contre son utilisation comme indicateur de bien-être. En 1944 pourtant, il sera adopté à la conférence de Bretton Woods comme principal outil pour mesurer l'économie d'un pays, contre l'avis des politiciens qui ne voyait pas l'intérêt de ce « PIB » qui ne mesurait pas le bien-être. Mais son rôle-clé joué dans le financement du « complexe militaro-industriel » a été central dans son acceptation ultérieure comme indicateur de progrès et de développement, et ce contre toute logique ! Cela explique comment la moitié de la « richesse » produite en France est créée par la consommation des ménages. Cela explique aussi comment la croissance de cette richesse privée (puisqu'il s'agit d'échanges) peut s'opérer au détriment de la richesse publique. Une forêt, par exemple, est une richesse publique (parmi ses multiples valeurs d'usages : stabilisation des sols, purification de l'air, régulation des débits de l'eau, agrément des paysages, contribution au bien-être, maintien de la biodiversité, etc.). Sa valeur d'échange dépend en revanche de la coupe du bois et de sa revente au détail, soit sur la destruction de sa valeur d'usage (hors coupes raisonnées). Pire : si ce bois est vendu 1000 (peu importe l'unité), on crée 1000 de PIB. Mais s'il est revendu 1150, il générera un PIB de 2150 ! S'il est revendu une troisième fois 1322 (15% de marge), le PIB



(NB : toujours généré par ce même bois !) est maintenant de 3472, et ainsi de suite, autant de fois qu'il circule. Voilà qui explique l'obsolescence programmée ou encore la mode jetable, et bien sûr la vanité définitive de tout appel à la raison écologique. Quand au pouvoir d'achat, les (éventuelles) baisses de prix sont largement compensées (pour la production) par la rotation croissante des produits. L'argent va à l'argent, c'est fatal ! Ce qui nous amène au dernier indicateur contre-intuitif, l'étalon même des échanges : l'argent lui-même !

L'argent. Au registre des concepts improbables, l'argent occupe certainement la première place. Cela vient du fait que le même mot désigne deux réalités totalement différentes : l'argent tel qu'il exista autrefois, et l'argent tel qu'il existe aujourd'hui et qui n'a strictement plus rien à voir avec le premier. L'incompréhension sur laquelle bute le sens commun vient pour une large part d'un vocabulaire usuel issu du passé, donc applicable à « l'ancien » argent, et qui n'a plus le moindre sens aujourd'hui. Exemple type : « le banquier prête de l'argent ». On l'imagine volontiers ouvrir un coffre, en retirer une bourse pleine de sous pour la remettre en main propre à l'emprunteur. Or rien de tel ne saurait arriver aujourd'hui, pour la simple raison que l'argent actuel n'est plus physique mais virtuel. On ne peut donc « prêter » ce qui n'existe pas ! L'argent est *crédité* (ce qui est tout sauf synonyme de *prêté*). Mais là encore, un voile demeure face à l'esprit logique : physique ou virtuel, on imagine que l'argent crédité quelque part est prélevé ailleurs, comme lors d'un simple transfert d'argent. Il n'en est rien : l'argent *crédité* sort de nulle part ! Le banquier part du principe que la valeur correspondant à ce crédit sera créée *dans un second temps* par l'emprunteur, ce qu'il manifestera par le remboursement. C'est pourquoi le crédit, improprement appelé « prêt », n'est rien d'autre qu'un *acte de foi* (*credo* = « je crois »). Le banquier, lui, l'appelle « création monétaire ». Au rebours, le mot « remboursement » fournit un autre exemple d'anachronisme : on ne saurait rien rembourser puisqu'il n'y a pas de bourse ! Suivant la même logique, ce que nous appelons improprement « remboursement » est appelé par le banquier « destruction monétaire ». De là suit cette constante de l'économie libérale : de l'argent « mis sur la table » est en fait créé à partir de rien ! Classiquement, un débat budgétaire portera sur le « financement », autrement dit « à quel endroit supprimer une ligne de crédit pour la mettre ailleurs ? » Certes, c'est un sujet en soi, mais il en masque un autre plus préoccupant : quelque soit l'endroit où on place la ligne de crédit, cela reste un acte de foi sur de la richesse à créer *par la suite* pour rééquilibrer la masse monétaire. Mais de quelque richesse parle-t-on ? De celle que mesure le PIB : la valeur d'échange ! Donc de la richesse privée ! Donc au détriment de la richesse publique ! Voilà comment la croissance, et par extension le principe même de l'économie libérale, génère mécaniquement l'inflation, les baisses de pouvoir d'achat, et au bout du compte la pauvreté croissante dans un cercle vicieux inéluctable. Fin de l'histoire !



5. Du diagnostic à l'ordonnance

De tout ce qui précède, il ressort que le principal problème est un évident manque d'État pour corriger les dérives de l'économie de marché. Par « manque d'État », il faut bien sûr entendre, non pas « manquements des agents de l'État » comme on l'entend souvent, mais manque de l'institution étatique elle-même, telle qu'elle a volontairement été bridée par la Finance mondialisée. C'est mise sous tutelle (on ne peut pas l'appeler autrement) n'est pas fortuite. Elle a pu bénéficier de deux circonstances historiques majeures. La première est la désillusion de l'après guerre (après tout, c'était les États qui faisaient la guerre) ; la seconde est l'inflation sans précédent des mouvements sociaux observée au tournant des années 70. Après les périodes de guerre et de reconstruction, les classes populaires réclamaient leur part du « gâteau », ce qui est normal, mais dans des proportions qui ont fragilisé l'économie (lire *La société ingouvernable*, Op. cit.). La résurgence, clairement nécessaire, des puissances publiques devra donc tenir compte – pour forger les moyens de s'en garder – de ces deux limites qui ont déjà été retournées contre elles. Au delà de ses missions régaliennes, L'État renforcé serait attendu sur les points suivants :

1. Renforcement des politiques redistributives ;
2. Bras de fer avec l'UE pour réintégrer dans le giron public les secteurs de l'économie répondant aux besoins fondamentaux, ce qui permettrait, outre de renforcer la cohésion nationale, de retrouver des marges de manœuvres budgétaires alternatives à l'impôt ;
3. Leadership assumé par la France dans le groupe EuroMed 9 (qui regroupe neuf pays méditerranéens pour créer une « alliance du Sud ») afin de partager et de promouvoir ce modèle face à la concurrence économique et culturelle anglo-saxonne, avec à terme la fondation d'une « Fédération sud-européenne » politiquement influente.

6. En conclusion

Le supposé déclin des pays européens face à l'hégémonie des « blocs » mondiaux est loin d'être une fatalité. Leur puissance repose sur la croissance (cf. plus haut) donc sur des pieds d'argile (d'autant que le célèbre « Rapport Meadows » anticipe la fin de la croissance mondiale pour la décennie 2030-2040). À contrario, la demande pour un nouvel ordre mondial va en revanche se révéler de plus en plus prégnante, ce à quoi la culture latine est bien mieux préparée que le mercantilisme anglo-saxon. Autant dire que le « phare culturel » français est encore loin d'être éteint.

Se préparer à cette nouvelle donne implique de revoir certains de nos modèles politiques datés qui ont plus ou moins bien résisté au tournant du siècle. Nous sommes ainsi tous appelés à procéder aux mises à jour doctrinales nécessaires (ce qu'on appelle couramment *aggiornamento*).



L'aggiornamento de la Gauche. Le principal reproche qui lui est adressé, à juste titre, est de puiser ses programmes dans le « Ciel des idées » et non dans l'expérience des faits. Ainsi ses mesures sont perçues comme de la générosité aux frais des autres. Pourtant, Spinoza invitait déjà à la plus grande circonspection envers les bouleversements sociétaux « déterminés par la pensée ». Plus près de nous, Lénine lui-même disait que « l'action précède la théorie », rappelant ainsi que toute théorie est une abstraction de l'expérience vécue – destinée à anticiper les expériences futures – en aucun cas de simples constructions de l'esprit. Enfin, et surtout, le public de la Gauche a évolué. Il est moins sensible à ses marqueurs traditionnels qui s'adressaient à un XXe siècle convaincu d'avoir atteint la « fin de l'histoire », autrement dit le cinquième et dernier étage de la pyramide des besoins (dite « de Maslow ») : le « besoin d'accomplissement de soi ». Aujourd'hui, le public potentiellement réceptif est redescendu au premier étage des « besoins physiologiques ». Pour ceux-là, les marqueurs de gauche traditionnels – non mis à jour ! – restent totalement inaudibles.

L'aggiornamento de la Droite. Le principal reproche qui lui est adressé, à juste titre, est son aveuglement face à la plus formidable entreprise d'appropriation de la richesse publique de tous les temps. Son argument est de voir la Révolution mondialiste comme une évolution naturelle de l'économie, loin d'une révolution consciente à visée idéologique dont elle attribue l'esprit à la Gauche. Or, c'est précisément ce qu'elle est. En refusant de le voir, elle se range aux côtés de l'ennemi ultime des Nations, de leurs histoires et de leurs traditions dont elle se pose pourtant en gardienne.

L'aggiornamento citoyen. Tant que les électeurs voueront les responsables politiques aux gémonies ; et tant que ceux-ci ne penseront qu'aux prochaines élections plutôt qu'aux prochaines générations, les maîtres du monde nous regarderont du haut de leur tour d'ivoire, étranglés de rire à nous voir nous entre-déchirer. Des politiques arrêtent-ils leur regard au bout de leur nez ? Que les électeurs les rappellent à l'ordre en leur pointant l'horizon ! Des électeurs se laissent-ils aller au pessimisme ou à la défiance ? Que les politiques s'emploient à ranimer leur flamme ! Nous sommes tous dans le même bateau ! Conséquemment, si un média s'emploie à décrédibiliser la classe politique, demandons-nous à qui il appartient !

En bref, que chacun, cherchant un responsable, se dirige vers le premier miroir disponible. Une fois la réponse admise, tournons nos regards vers nos concitoyens munis de cette certitude : si nous ne prenons pas tous ensemble notre avenir collectif en main, personne ne le fera pour nous !